

SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL



N° 60 - Octobre/Novembre 2014

L'ESSENTIEL

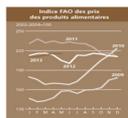
Sections



Campagne
agropastorale



Déplacements



Marchés
internationaux



Marchés
locaux



Sécurité
alimentaire

Pour aller à
la section

- ◆ Les prévisions régionales de production agricole sont en hausse par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Ce niveau de production cache des disparités d'un pays à l'autre.
- ◆ Les prix des céréales sèches sont supérieurs aux moyennes quinquennales dans les zones de déficits agricoles et de conflit.
- ◆ Selon le Cadre Harmonisé, 14 530 000 personnes sont en insécurité alimentaire (octobre – décembre 2014).
- ◆ Malgré le début des récoltes, les ménages continuent d'avoir recours à des stratégies d'adaptation négatives dans les zones fortement affectées par la maladie à virus Ebola (MVE).

Au Sahel et en Afrique de l'Ouest, la campagne agricole 2014-2015 a été caractérisée par une installation tardive et des déficits prononcés dans la partie Ouest du Sahel (Cap-Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mauritanie et Sénégal) et par endroits au Mali, au Niger et au Tchad. La production céréalière (non comprise celle du Mali et du Niger) connaîtrait une hausse de 4 pour cent par rapport à celle de l'année dernière et de 8 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cependant, il existerait des disparités entre les pays et notamment dans le Sahel ouest où d'importantes baisses de production, de plus de 32 pour cent par rapport à la moyenne quinquennale, sont attendues.

La situation d'embonpoint du bétail est globalement satisfaisante suite à la régénérescence du couvert végétal à l'exception des zones où les pluies ont été déficitaires à l'ouest de la Mauritanie, au nord du Sénégal et, par endroits, autour du Lac Tchad.

Dans les trois bassins commerciaux de l'Afrique de l'Ouest, les récoltes approvisionnent les marchés en céréales permettant ainsi de satisfaire la demande actuelle. Dans les zones-clés de production agricole, les prix sont stables ou à la baisse comparés à la moyenne quinquennale. Cependant, les prix des céréales sèches sont supérieurs à leurs moyennes quinquennales dans les localités affectées par de mauvaises récoltes en 2013/2014 et/ou des conflits. Dans les pays affectés par la maladie à virus Ebola (MVE), les prix des céréales continuent à être élevés.

La situation alimentaire des ménages s'améliore grâce aux récoltes en cours, cependant une probable détérioration pourrait s'observer dans les zones ayant connu des déficits de production. Dans les pays affectés par la maladie à virus Ebola (Guinée, Libéria, Sierra Leone), les ménages des zones plus exposées à la MVE recourent davantage à des stratégies d'adaptation négatives indiquant une situation alimentaire précaire qui ne semble pas s'améliorer avec l'arrivée des nouvelles récoltes.



La réunion du dispositif de prévention et gestion des crises alimentaires (PREGEC) qui a eu lieu à Dakar du 18 au 20 novembre 2014 a présenté les résultats préliminaires de la campagne agricole 2014-2015.

La campagne agricole 2014-2015 a été caractérisée par une installation tardive. Malgré une meilleure répartition spatio-temporelle de la pluviométrie en août et septembre, des déficits prononcés ont persisté dans la partie ouest du Sahel (Cap-Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mauritanie et Sénégal) et par endroits au Mali, au Niger et au Tchad.

Dans ces zones, de nombreux cas de ressemis et des cas d'abandon de parcelles ont été signalés, notamment en Gambie et Guinée Bissau. Sur le plan hydrologique, les écoulements, faibles en mai et juin, se sont normalisés en juillet, août et septembre à l'image de la pluviométrie. Cependant, les niveaux des crues sont inférieurs à la moyenne dans les zones rizicoles de submersion sur les fleuves Niger et Sénégal. Ceci pourrait avoir des incidences sur les cultures de saison sèche.

Les chiffres prévisionnels de la production agricole régionale (sans le Mali et le Niger) indiquent une augmentation de la production céréalière et des autres productions par rapport à la moyenne quinquennale. La production céréalière prévisionnelle totale est estimée à 48 510 000 tonnes. Elle est en hausse de 4 pour cent par rapport à celle de l'année dernière et de 8 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Ce niveau de production cache, néanmoins, des disparités d'un pays à l'autre. Des baisses importantes de plus de 32 pour cent sont enregistrées dans les pays du Sahel Ouest, et des hausses de plus de 9 pour cent dans les pays côtiers.

Comparées à la moyenne des cinq dernières années, les productions de riz (14 809 000 tonnes), et de maïs (18 094 000 tonnes) connaîtraient respectivement des hausses de 25 pour cent et 12 pour cent. En revanche, la production de mil (3 891 806 tonnes) connaîtrait une baisse de 29 pour cent. Les productions d'arachide (5 818 620 tonnes), de manioc (84 086 000 tonnes), d'igname (63 463 000 tonnes) et de taro (4 840 000 tonnes) connaîtraient respectivement une hausse de 5 pour cent, 7 pour cent, 20 pour cent et de 92 pour cent. La production de niébé (3 652 584 tonnes) demeurerait stable (-1 pour cent).

Il faut rappeler toutefois que les ménages les plus pauvres (au sens de l'Approche de l'économie des ménages [HEA]) ne tirent pas l'essentiel de leurs revenus des productions agro pastorales et ne bénéficient donc pas des conditions agro-climatiques lorsqu'elles sont favorables.

La situation pastorale caractérisée par une disponibilité moyenne à bonne des pâturages et des points d'eau dans les principales zones agropastorales, a permis aux animaux d'atteindre un embonpoint satisfaisant et une production de lait moyenne, sources importantes d'alimentation et de revenus.

Figure 1 - Anomalie de précipitations en Afrique de l'Ouest du 24 avril au 20 octobre 2014

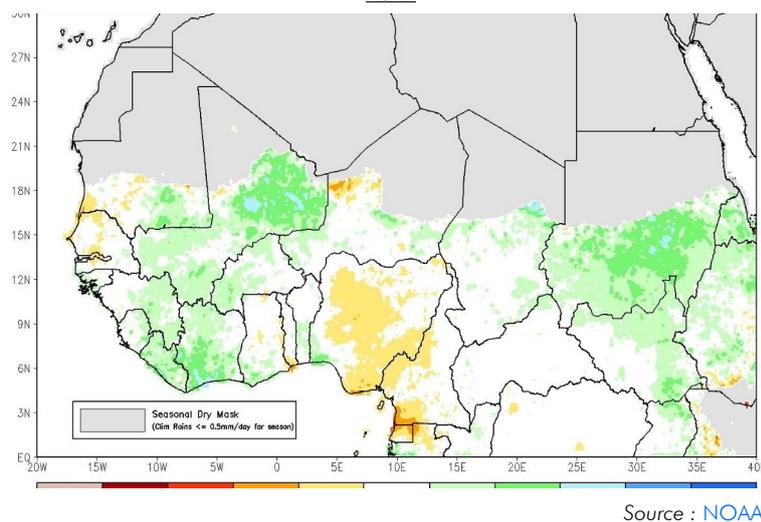
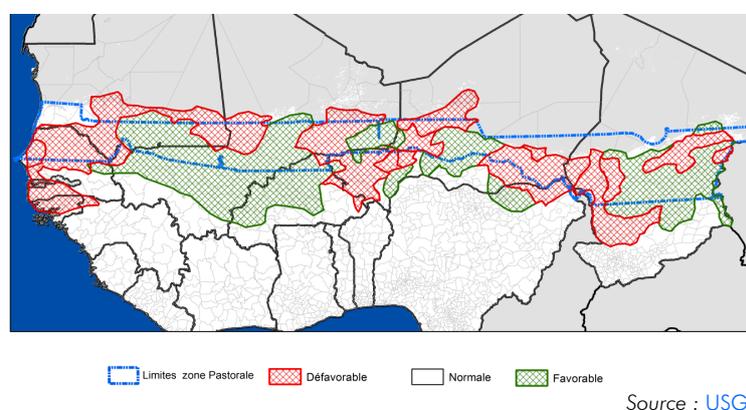


Figure 2 : Carte des zones à risque de baisse de la production de biomasse de la campagne agropastorale (octobre 2014)



Toutefois, les pâturages largement inférieurs à la moyenne à l'ouest de la Mauritanie, au nord du Sénégal et, par endroits, autour du Lac Tchad augurent des difficultés alimentaires pour le bétail avec un impact négatif probable sur les revenus issus de l'élevage à partir du premier trimestre de l'année 2015.

Une transhumance précoce a été signalée au Bénin, en Mauritanie, au Sénégal et au Tchad et demeurera perturbée dans l'est de la région du fait de la persistance de l'insécurité civile au nord Nigéria et l'instabilité qui prévaut encore en RCA. Des conflits pourraient naître dans ces zones pour la gestion des ressources pastorales

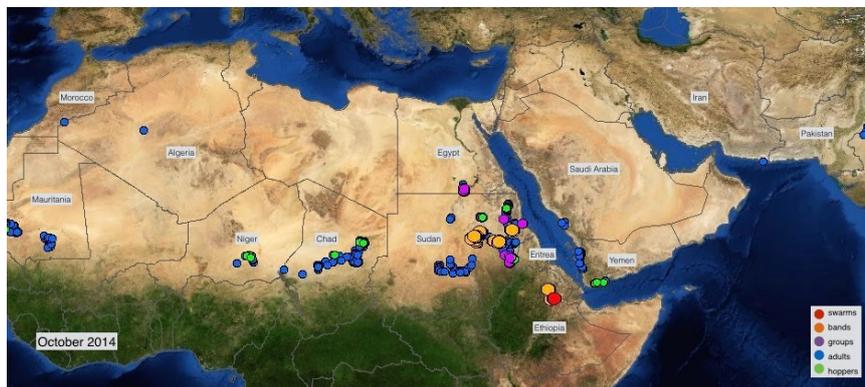
Situation acridienne au 4 novembre 2014

Situation calme en octobre

Malgré une reproduction à petite échelle dans l'ouest de la Mauritanie, le centre du Niger et du Tchad, les effectifs acridiens sont restés faibles sauf dans l'ouest de la Mauritanie où ils ont commencé à augmenter fin octobre. Pendant la période de prévisions, les effectifs acridiens se déplacent vers l'ouest et le nord-

ouest de la Mauritanie suite à une reproduction localisée qui pourrait entraîner la formation de petits groupes de larves et d'ailés. Des ailés en faibles effectifs persisteront dans les parties nord du Mali et du Niger ainsi que du nord-est du Tchad.

Figure 3 : Situation acridienne au 2 octobre 2014



Source : [FAO](#)

Situation des déplacements de population dans la région

L'afflux de déplacés vers Diffa continue

Mali : Le rapport de la Commission Mouvement de Population (CMP) indique que le nombre de personnes déplacées internes (PDI) continue de baisser. A la date du 31 octobre 2014, les partenaires de la CMP ont comptabilisé 86 026 personnes déplacées internes, soit une diminution par rapport aux données de septembre 2014 (99 816 PDI) et d'août 2014 (101 279 PDI). [CMP](#)

Niger : L'insécurité au nord du Nigeria continue d'entraîner des déplacements de personnes vers le Niger. Environ 10 000 personnes sont arrivées au Niger à la suite des attaques de Damasack le 24 novembre 2014. L'ONG IRC estime à plus de 50 000 personnes, le nombre de personnes arrivées à Diffa entre le 1er août et le 16 octobre 2014. Le nombre total de personnes déplacées est estimé à 115 000. Les résultats préliminaires de l'exercice de profilage lancé par l'OIM à Diffa depuis août 2014

indiquent que les retournés d'origine nigérienne représentent 78 pour cent et les réfugiés nigériens 18 pour cent. Une minorité de ressortissants du Mali et du Tchad a été comptée parmi les arrivants. [OCHA](#)

Tchad : Les arrivées de nouvelles personnes au Tchad fuyant les violences dans la République centrafricaine (RCA) ne sont plus que sporadiques depuis fin août. Les relocalisations des sites de transit dans le sud du pays vers les camps temporaires sont freinées à cause de délais dans l'aménagement des camps et de l'insuffisance d'espace permettant la construction de plus d'abris. Il est important de noter qu'en dehors des sites, plus de 18 000 personnes se trouvent dans des familles hôtes ou sous des abris de fortune dans les régions du Mandoul et du Logone Oriental. [OCHA](#)

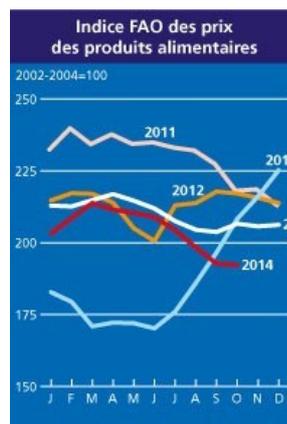
Tendance sur les marchés internationaux

L'indice FAO des prix des aliments se stabilise en octobre

L'Indice FAO des prix des aliments s'est établi en moyenne à 192,3 points en octobre 2014, en légère baisse (0,2 pour cent) par rapport au chiffre révisé de septembre, mais inférieur de 14,3 points (6,9 pour cent) au niveau correspondant enregistré un an auparavant. Un raffermissement des prix internationaux des huiles et, surtout, du sucre, a compensé un recul des prix des produits laitiers et de la viande, tandis que les prix des céréales sont restés stables autour de leur valeur relativement faible de septembre.

L'Indice FAO des prix des céréales s'est établi en moyenne à 178,4 points en octobre, soit un niveau quasiment inchangé par rapport à septembre, mais en baisse de 18,2 points (9,3 pour cent) sur un an (en glissement annuel). Après avoir considérablement baissé pendant cinq mois, les prix internationaux du blé et des céréales secondaires se sont légèrement repris en octobre, soutenus par des retards de récolte aux États-Unis (maïs) et par une dégradation des perspectives en Australie (blé).

Figure 4: Indice FAO des prix des produits alimentaires



Source : [FAO](#)



Tendance sur les marchés internationaux (suite)

L'indice FAO des prix des aliments se stabilise en octobre

En octobre, **les cours mondiaux du riz** sont restés orientés à la baisse sur l'ensemble des marchés internationaux. Les prix ont connu cependant un léger sursaut en fin de mois en raison d'un ralentissement dans le chargement de riz dans certains ports d'embarquement asiatiques. Les disponibilités exportables restent abondantes malgré une faible progression de la production mondiale en 2014.

En Afrique de l'Ouest, la crise Ebola ne semble pas affecter les approvisionnements en riz importé. Toutefois, les importations des principaux importateurs de la région sont au ralenti car les stocks seraient suffisants, au moins jusqu'à la fin de l'année. [Osiriz](#)



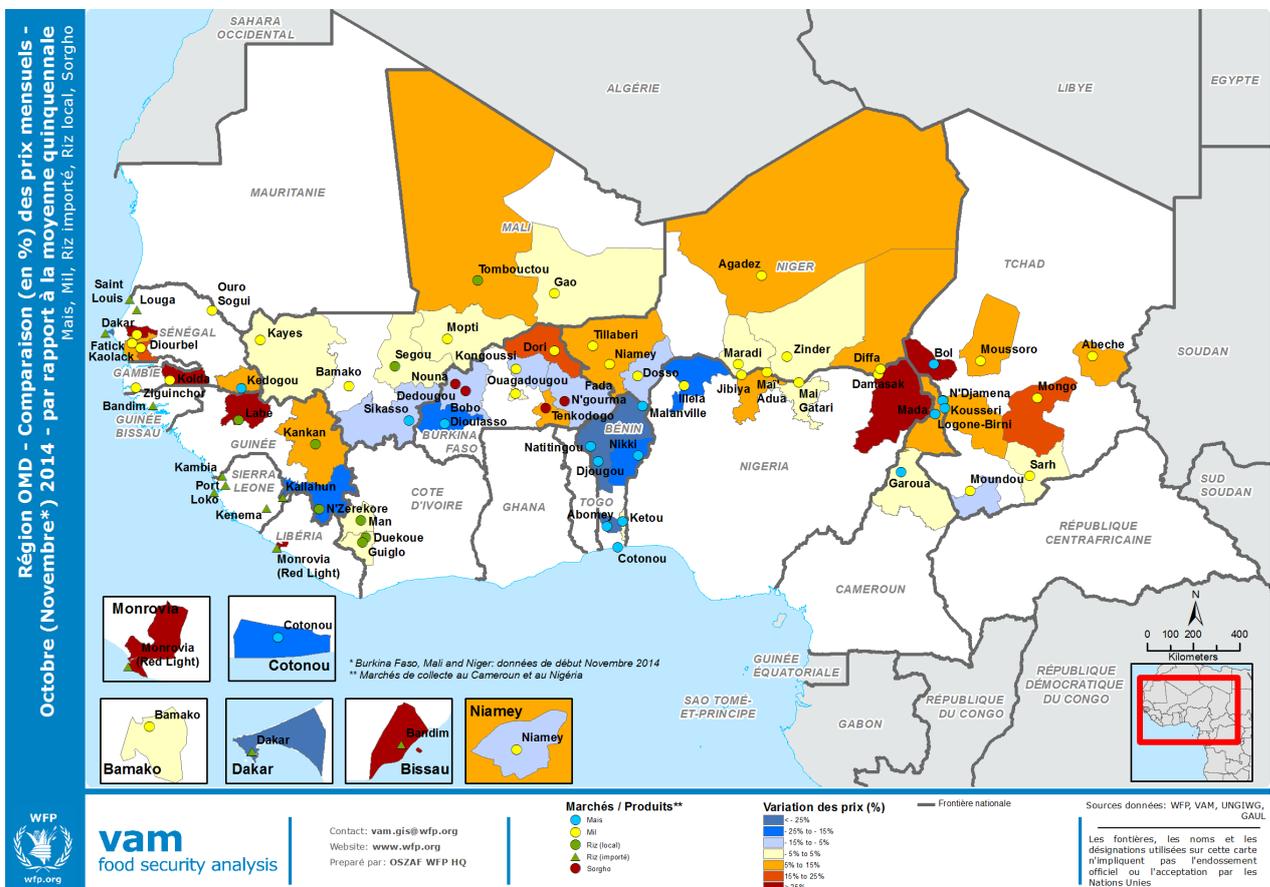
Tendances sur les marchés en Afrique de l'Ouest

L'offre céréalière sur les marchés est jugée adéquate

Dans les trois bassins commerciaux de l'Afrique de l'Ouest, les récoltes approvisionnent les marchés en céréales permettant ainsi de satisfaire la demande actuelle. Par conséquent, l'offre est jugée adéquate dans la plupart des marchés de la région. Cependant, on note une rareté de certains produits sur les marchés en Mauritanie et dans les zones touchées par des événements

d'insécurité comme dans le nord du Mali, le nord-est du Nigeria et la République Centrafricaine. Au Mali, le niveau des stocks commerciaux au niveau des paysans suit une baisse saisonnière mais les quantités globales de céréales sèches vendues par les producteurs au cours du mois de septembre 2014 ont dépassé celles vendues au cours de la même période en 2013.

Figure 5: Comparaison (en %) des prix mensuels d'octobre par rapport à la moyenne quinquennale (2009-2013) Maïs, Mil, Riz importé, Riz local et sorgho



Source : PAM

Les prix des céréales sèches sont supérieurs à leurs moyennes quinquennales dans les localités affectées par de mauvaises récoltes en 2013/2014 et/ou des conflits, comme le nord du Mali, le Niger, le Sénégal et le Tchad. Les prix sont également élevés dans les pays affectés par l'épidémie de la maladie à virus Ebola (MVE). Dans les régions-clés pour la production agricole (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Nigeria, sud du Mali), les prix des céréales sèches sont stables, voire à la baisse comparés à leurs moyennes quinquennales.

Par rapport à la même période en 2013, la tendance des prix des céréales est à la baisse dans le bassin centre mais elle est stable ou à la hausse dans le bassin ouest. Entre octobre et novembre 2014, la fluctuation des prix mensuels des céréales locales est restée limitée à travers la région.

Tendance sur les marchés en Afrique de l'Ouest (suite)

L'offre céréalière sur les marchés est jugée adéquate

Au Sénégal et en Mauritanie, les produits locaux comme le mil et le sorgho ont vu leur prix augmenter localement, car les producteurs et commerçants retiennent leurs stocks en perspective de la baisse attendue de la production agricole en 2014/15.

Ceci s'est répercuté sur les prix des denrées importées qui ont aussi augmenté sur cette période. Au Mali, les prix mensuels du maïs et du riz local sont en augmentation dans la plupart des marchés, mais on note une certaine stabilité pour les prix du mil, du sorgho et du riz importé.

Au Burkina Faso, au Niger et dans les marchés frontaliers au nord du Nigeria, les prix mensuels de toutes les céréales sont restés généralement stables, voire à la baisse, avec quelques hausses localisées dans la zone sahélienne. Au Tchad, on note toujours une volatilité marquée des prix mensuels de toutes les céréales à travers le pays. Cette situation hétérogène rencontrée à travers la région du Sahel s'explique d'une part par l'apparition des nouvelles récoltes sur certains marchés et d'autre part par la baisse de la demande dans les zones de production.

Impact sur la sécurité alimentaire

Selon le Cadre Harmonisé (CH), 14 530 000 personnes sont en insécurité alimentaire (phases 2 et 3, sous pression et en crise)

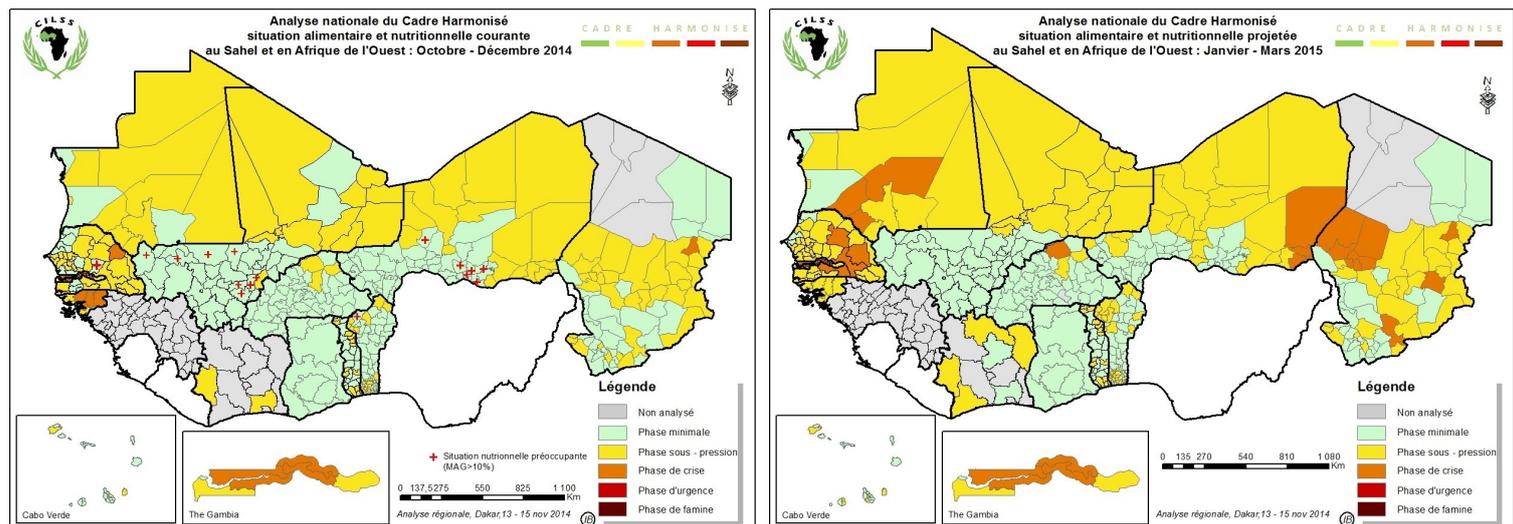
En Afrique de l'Ouest, l'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec l'outil Cadre harmonisé (CH), réalisée en octobre et novembre 2014 dans 12 pays de la région, montre que pour la situation courante (octobre – décembre 2014), 153 zones sont sous pression (phase 2) pour une population de 14 530 000, 10 zones en crise (phase 3) avec 2 986 000 personnes et aucune en urgence. Cependant, 40 300 personnes se trouvent en situation d'urgence en Gambie, en Guinée Bissau, au Sénégal et au Tchad.

En situation projetée (janvier – mars 2015), le nombre de zones sous pression (phase 2) passera à 172 et 15 900 000 personnes

seront concernées, 27 zones risqueraient d'être en crise alimentaire et nutritionnelle (phase 3) soit 4 114 000 personnes et près de 93 000 personnes pourraient être en situation phase d'urgence. Ces personnes se trouvent au Burkina Faso, en Gambie, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Tchad.

L'insécurité alimentaire qui affecte les ménages les plus pauvres est le résultat de l'impact des chocs climatiques, des mauvaises récoltes localisées, de la volatilité des prix, de la malnutrition, des crises sécuritaires (insécurité au Mali, Nigeria et RCA), de l'épidémie de la maladie à virus Ebola (MVE) et l'effet cumulé des crises précédentes.

Figure 6-7 : Cartes de la situation alimentaire et nutritionnelle : situation courante (octobre-décembre 2014) et projetée (janvier-mars 2015)



En Guinée Bissau, malgré une bonne campagne de commercialisation de la noix de cajou, la situation alimentaire reste difficile dans toutes les régions du pays à cause des niveaux des prix des produits alimentaires de base. La production céréalière est attendue en baisse avec une probable détérioration de la sécurité alimentaire des ménages selon le PREGEC.

Au Mali, les résultats préliminaires de l'ENSAN de septembre-octobre 2014 montrent qu'un quart des ménages est en insécurité alimentaire. Comparée aux résultats de l'EFSA de juillet/août 2013, la sécurité alimentaire des ménages s'est nettement améliorée – principalement dans les zones du nord du pays où des actions importantes et soutenues ont été menées par les différents acteurs. Plus d'un ménage sur deux est en insécurité alimentaire dans les cercles de Bandiagara, Abeibara, Kolokani et Tominian. Ces cercles apparaissent comme étant des zones d'interventions prioritaires.



Impact sur la sécurité alimentaire (suite)

Selon le Cadre Harmonisé (CH), 14 530 000 personnes sont en insécurité alimentaire (phases sous pression-2 et en crise-3)

En Mauritanie, selon le Cadre Harmonisé, les stocks alimentaires sont actuellement faibles. Suite au déficit de pluviométrie, un déficit fourrager et une baisse importante de la production céréalière sont attendus particulièrement dans les wilayas du Gorgol, du Trarza, du Tagant, du Brakna, de l'Inchiri et de l'Adrar. Ceci risque d'entraîner un recours précoce au marché et une détérioration de la sécurité alimentaire des ménages.

Au Tchad, selon les résultats préliminaires de la mission conjointe d'évaluation des productions agricoles et de la situation alimentaire et nutritionnelle, la sécurité alimentaire reste globalement satisfaisante grâce à la disponibilité alimentaire sur les marchés et les stocks paysans. Toutefois, la situation alimentaire reste préoccupante dans une partie du Sahel Ouest, notamment dans le Kanem et le Bahr-El-Gazal, mais aussi dans les

départements de Melfi (Guera), Batha Est (Batha), Jourf-al-Amarh (région Sila) qui sont des zones structurellement déficitaires. De plus, les flux transfrontaliers ainsi que le commerce de bétail avec le Nigéria et la République centrafricaine sont perturbés à cause des conflits civils dans ces pays. La sécurité alimentaire pour les personnes retournées de la RCA reste aussi préoccupante en raison de leurs sources de revenus et de nourritures en dessous de la moyenne.

République centrafricaine, Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence : Epuisement des stratégies de survie

En République centrafricaine, le PAM avec la FAO, ACTED, ACF, IEDA Relief, Triangle et l'ICASEES, a conduit une enquête nationale sur la sécurité alimentaire (EFSA) en septembre 2014 sur la base d'un échantillon de 2 166 ménages. Les résultats de cette enquête montrent que près de 30 pour cent des ménages enquêtés sont en insécurité alimentaire, soit approximativement 1,4 million de personnes dont plus de 160 000 en situation d'insécurité alimentaire sévère. L'insécurité alimentaire au niveau national n'a pas subi des changements substantiels depuis l'EFSA de 2013.

La distribution géographique de l'insécurité alimentaire est disparate. Les ménages de Mambéré Kadéï et Ouham Pendé affichent les prévalences d'insécurité alimentaire les plus élevées. Ces préfectures connaissent des mouvements importants de déplacement dus aux violences récurrentes et récentes. Les ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire sont les déplacés vivant avec des familles d'accueil, les plus pauvres qui dépendent d'activités précaires et occasionnelles ainsi que les ménages agricoles ayant de petites superficies.

A cause des chocs récurrents et des déplacements, les moyens d'existence des ménages sont complètement érodés. En effet, les ménages ont de plus en plus recours à des stratégies d'adaptation négatives telles que la vente des actifs et la pratique d'activités illégales ou risquées. Ceci entrave la capacité sur le long terme des ménages à accéder à une alimentation adéquate. La crise a compromis le pouvoir d'achat des ménages et les marchés sont défaillants et peu fonctionnels pour assurer correctement leur rôle dans l'accès alimentaire des ménages. La production agricole de cette année est faible. En effet, selon la mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire (CFSAM) d'octobre 2014 conduite par le PAM et la FAO, la production vivrière 2014 est en baisse de 58 pour cent par rapport à la production moyenne d'avant la crise mais en augmentation de 11 pour cent par rapport à celle de 2013.

Les mesures de prévention pour contrôler la propagation de la maladie à virus Ebola continuent d'affecter les flux et les prix des denrées alimentaires dans les pays touchés

A la date du 26 novembre 2014, 15 901 nombre de cas et 5 674 morts ont été déclarés en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone ainsi que 8 cas confirmés et 6 morts au Mali. La transmission reste intense en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. [OMS](#)

Selon les résultats des enquêtes [mVAM](#) effectuées par le PAM en octobre et novembre 2014, le début des récoltes semble avoir peu ou pas d'effets sur la sécurité alimentaire des ménages dans les zones fortement affectées par la MVE comme en Guinée Forestière (Guinée), dans le Lofa (Liberia) et dans la région de Kailahun (Sierra Leone), où les ménages continuent d'avoir recours à des stratégies d'adaptation négatives. L'impact de l'épidémie sur la sécurité alimentaire est moins sévère dans les zones urbaines comparées aux zones rurales. La commercialisation de la récolte et les tendances des taux de rémunération de la main d'œuvre doivent être suivies dans les semaines à venir. Des anomalies sur les prix et les flux commerciaux, principalement du riz local, indiqueraient une disponibilité alimentaire réduite sur les marchés dans les mois à venir. De même, des dysfonctionnements continus sur le marché du travail pourraient produire un risque élevé d'insécurité alimentaire dans les mois à venir, surtout dans les zones nouvellement mises en quarantaine.

Mesures-clés pour les partenaires régionaux

- Plaidoyer pour un financement à temps des actions prioritaires de l'Appel Humanitaire Sahel pour la contre-saison agricole (novembre 2014-avril 2015).
- Suivre les déplacements de populations en provenance de la République centrafricaine (RCA), du Nigéria et du nord du Mali.
- Renforcer le suivi de l'impact de la maladie à virus Ebola sur la sécurité alimentaire dans les pays concernés (pays affectés et pays voisins).



A vos agendas !

- Préparation des appels humanitaires 2015 pour les pays du Sahel (novembre 2014 – février 2015):
 - Elaboration et validation des revues de l'aperçu des besoins humanitaires (HNO): novembre-décembre 2014
 - Elaboration et validation des plans de réponse stratégique (SRP) : décembre 2014 – janvier 2015
- Réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) : 17 – 18 décembre 2014 à Bruxelles



Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

www.wfp.org/food-security

Mme Anne-Claire Mouilliez

Anne-Claire.Mouilliez@wfp.org

M. Malick Ndiaye

Malick.ndiaye@wfp.org

www.fao.org/emergencies/fr/

M. Vincent Martin

Vincent.Martin@fao.org

M. Patrick David

Patrick.David@fao.org